

# Le Monde

CTE

" Le système français procure un lissage "

559 mots

3 septembre 2010

Le Monde

LEMOND

11

Français

© Le Monde, 2010. Tous droits réservés.

Entretien

Mathieu Plane, économiste à l'**OFCE**

La France, qui a affiché une hausse de 0,6 % de son PIB, contre 2,2 % pour l'Allemagne et 1 % pour les pays de la zone euro, est-elle en train de rater la sortie de crise ?

Pour le moment, on ne peut pas dire cela. L'Allemagne a un commerce extérieur vigoureux. Elle est plus exposée aux cycles du commerce mondial : récession plus marquée quand celui-ci chute fortement, rebond plus important quand l'activité mondiale repart. Si on regarde sur une période plus large, en moyenne la progression du PIB français reste supérieure à celle du PIB allemand. Ce qui compte, c'est le niveau de production. L'Allemagne a perdu plus que nous depuis le début de la crise.

Le système social français constitue-t-il un handicap ?

Oui et non. Le poids des prestations sociales, des prélèvements obligatoires peut peser et jouer sur les facteurs de reprise. Mais en période de crise, les stabilisateurs automatiques, c'est-à-dire les transferts sociaux, en atténuent les effets. Le système social français procure un lissage : chutes moins brutales, reprises moins fortes.

Sans les transferts sociaux, nous aurions eu une consommation qui aurait chuté plus nettement durant la crise. Mais nous aurions aussi eu un ajustement plus fort après, par un coût du travail plus bas, avec des entreprises qui réembauchent, mais avec des salaires faibles. Ce système ne conduit pas à ce que nous fassions moins bien en moyenne en termes de croissance.

La France doit-elle réformer son système social comme l'a fait l'Allemagne ?

L'Allemagne a fait le choix de la flexibilité du marché du travail, de la baisse des coûts salariaux. Cela s'est traduit, depuis 2003, par une croissance tirée par le commerce extérieur, mais n'a été possible que parce que les autres pays européens n'ont pas eu la même politique de désinflation compétitive. Si nous faisons la même chose - baisse des revenus et des salaires, flexibilisation du marché du travail par la baisse des coûts - nous allons tomber dans la déflation.

Aujourd'hui, nous sommes face à un manque de demande et un excédent d'offre terribles. Si on continue à taper sur la demande, à travers l'ajustement sur les salaires, on entrera en déflation.

Par ailleurs, il ne faut pas oublier que, durant la crise, les Allemands ont mobilisé l'argent public avec un plan de relance supérieur au plan français (3 points de PIB, contre moins de 1 point). Ils ont mis en place des mesures de chômage partiel plus fortes : quasiment 1,5 million de chômeurs partiels, contre 300 000 chez nous. Cela leur a permis de préserver l'emploi.

Mais certaines réformes vous paraissent-elles souhaitables ?

Sur la fiscalité. Le problème de la France, c'est que nous avons une fiscalité du travail relativement lourde, alors que le capital est moins imposé. Il faudrait un rééquilibrage. Cela suppose de le faire au niveau européen, pour des raisons de concurrence fiscale.

On voit aussi qu'un certain nombre des prestations universelles (maladie, famille...) sont payées beaucoup par le travail. Elles devraient l'être par l'intermédiaire de l'impôt sur le revenu en redonnant à ce dernier la progressivité qu'il a perdue.

Propos recueillis par Ph. L. C.

